



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

### Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Laurent JAOU, Coralie MANTION, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## **Ressources - Élections professionnelles 2022 - Composition du Comité Social Territorial (CST) - Approbation**

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

La loi du 6 août 2019 modifie la cartographie des instances du dialogue social dans la fonction publique territoriale. En application de cette loi, le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 crée les Comités Sociaux Territoriaux (CST) qui ont vocation, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023, à remplacer le Comité Technique (CT) et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT).

Ledit décret précise en effet qu'un Comité Social Territorial doit être créé à l'issue des élections professionnelles du 8 décembre 2022 dans les collectivités territoriales employant au moins 50 agents qui doivent disposer d'un CST propre. Celui-ci contiendra une formation spécialisée en hygiène, sécurité et conditions de travail.

### **Le rôle du Comité Social Territorial**

L'article 54 du Décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux Comités Sociaux Territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics dispose que le Comité Social Territorial est consulté sur :

- 1° Les projets relatifs au fonctionnement et à l'organisation des services ;
- 2° Les projets de lignes directrices de gestion relatives à la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines et à la promotion et à la valorisation des parcours professionnels, dans les conditions fixées au chapitre II du titre Ier du décret du 29 novembre 2019 ;
- 3° Le projet de plan d'action relatif à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, dans les conditions prévues à l'article 1er du décret du 4 mai 2020 ;
- 4° Les orientations stratégiques en matière de politique indemnitaire et aux critères de répartition y afférents ;
- 5° Les orientations stratégiques en matière d'action sociale ainsi qu'aux aides à la protection sociale complémentaire ;
- 6° Le rapport social unique dans les conditions prévues à l'article 9 du décret du 30 novembre 2020 ;
- 7° Les plans de formations prévus à l'article 7 de la loi du 12 juillet 1984 ;
- 8° La fixation des critères d'appréciation de la valeur professionnelle ;
- 9° Les projets d'aménagement importants modifiant les conditions de santé et de sécurité et les conditions de travail lorsqu'ils s'intègrent dans le cadre d'un projet de réorganisation de service mentionné au 1° du présent article ;
- 10° Les règles relatives au temps de travail et au compte épargne-temps des agents publics territoriaux ;
- 11° Les autres questions pour lesquelles la consultation du Comité Social Territorial est prévue par des dispositions législatives et réglementaires.

### **La composition du Comité Social Territorial**

Le Comité Social Territorial est présidé par Monsieur le Président ou son représentant, qui ne peut être qu'un élu local.

Chaque Comité Social Territorial est composé à nombre égal de représentants des élus et de représentants du personnel.

Les représentants de la collectivité sont désignés par Monsieur le Président parmi les membres de l'assemblée délibérante ou parmi les agents.

La composition de l'instance est déterminée en fonction du nombre d'agents qui compose le périmètre de l'instance.

A ce titre, l'effectif apprécié au 1<sup>er</sup> janvier 2022 sert à déterminer le nombre de représentants titulaires du personnel siégeant au Comité Social Territorial conformément au barème défini à l'article 4 du Décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux Comités Sociaux Territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Compte tenu que les effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole au 1<sup>er</sup> janvier 2022 comptent 2 473 agents, le nombre de représentants titulaires doit être ainsi compris entre 7 à 15 représentants par collège.

Pour rappel, le Comité Technique est actuellement composé de 12 membres titulaires représentants du personnel et de 12 membres suppléants représentants du personnel.

Le CHSCT est quant à lui composé de 10 membres titulaires représentants du personnel et de 10 membres suppléants représentants du personnel.

### **Les élections des représentants du personnel**

Les élections professionnelles auront lieu le 8 décembre 2022.

Les représentants du personnel titulaires et suppléants du Comité Social Territorial sont élus au scrutin de liste.

La durée du mandat des représentants du personnel est fixée à quatre ans.

La part respective de femmes et d'hommes composant l'effectif doit être déterminée au plus tard six mois avant la date du scrutin. Ces effectifs sont appréciés au 1<sup>er</sup> janvier de l'année de l'élection des représentants du personnel.

En l'espèce, l'effectif apprécié au 1<sup>er</sup> janvier 2022 est de 1 153 femmes (46.62%) et 1 320 hommes (53.38%).

Les organisations syndicales de la Métropole ont été consultées le 22 mars 2022 et le 05 avril 2022 sur les propositions ci-dessous.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De composer le Comité Social Territorial de treize représentants titulaires du personnel et treize représentants suppléants du personnel ;
- De maintenir le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui

des représentants titulaires et suppléants du personnel pour le Comité Social Territorial et sa formation spécialisée ;

- De procéder au recueil, par le Comité Social Territorial et sa formation spécialisée, de l'avis des représentants de la collectivité en complément de l'expression de l'avis des représentants du personnel ;

- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-191619-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.